

*Questions orales*

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je m'excuse . . .

**M. Broadbent:** Montez le volume de votre appareil acoustique.

**M. Mulroney:** Je serais heureux de répondre à la question, mais je n'en ai pas entendu le début. Je serais heureux d'y répondre.

**M. Deans:** J'espère que ce n'est pas considéré comme une question supplémentaire. Le premier ministre reconnaît-il que le parti conservateur a appuyé la motion présentée en 1964 par le Nouveau parti démocratique qui demandait que des garanties supplémentaires soient prévues dans le processus de négociation, et elles le furent plus tard, afin de protéger les travailleurs et l'industrie canadienne de l'automobile?

● (1430)

**M. Mulroney:** Monsieur le Président, si on a présenté une motion, il y a une vingtaine d'années . . .

**M. Deans:** C'est justement ce dont vous parlez.

**M. Broadbent:** C'était vous, vous!

**M. Mulroney:** C'était . . .

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Les députés qui attendent leur tour pour poser des questions devraient savoir que s'ils interrompent leurs collègues, ils pourront subir le même sort à leur tour.

**M. Mulroney:** La motion présentée en 1965 . . .

**M. Deans:** Non, en 1964.

**M. Mulroney:** . . . ou en 1964, pour défendre les intérêts des travailleurs: on peut être sûr que le parti progressiste-conservateur l'a appuyée.

**Des voix:** Bravo!

**M. Deans:** Tant pis pour la cohérence.

## LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Permettez-moi de demander au premier ministre, cependant, sur un ton plus sérieux, si le genre de libre-échange que nous désirons, d'après lui, est celui dont nous avons bénéficié pendant 50 ans pour les bardeaux ou s'agit-il de l'entente commerciale dirigée qui a été en vigueur pendant les 15 dernières années ou à peu près, dans l'industrie automobile?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je ne sais pas si nous allons réussir, et je l'ai dit à la Chambre et au pays. Nous cherchons à obtenir un accord bilatéral de libre-échange global . . .

**M. Deans:** De quel genre?

**M. Mulroney:** . . . qui assure aux Canadiens l'accès aux marchés américains afin d'éviter à l'avenir d'autres problèmes comme celui des bardeaux.

**Des voix:** Bravo!

## LES PROGRAMMES D'APPROVISIONNEMENT DES PROVINCES

**M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe):** Monsieur le Président, la mémoire du premier ministre est aussi élastique, semble-t-il, que sa définition du libre-échange aujourd'hui. Hier soir, il a proposé une perspective très séduisante aux Canadiens. Il a dit que les sociétés canadiennes pourraient rivaliser sur un pied d'égalité avec les sociétés américaines pour des contrats du gouvernement américain pouvant aller jusqu'à 750 milliards de dollars. Il n'a pas dit toutefois, que les sociétés américaines voudraient recevoir le même traitement ici au Canada.

Je veux demander au premier ministre si, oui ou non, les gouvernements provinciaux sont d'accord, en ce qui concerne leurs programmes d'approvisionnement, pour renoncer à leur politique de traitement préférentiel et pour ouvrir leur procédure d'appel d'offres aux sociétés américaines, dans le cadre d'un accord de libre-échange, au détriment des sociétés Canadiennes?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, si on libéralise les échanges, des entrepreneurs du Québec, par exemple, pourront utiliser des briques de l'Ontario, et si les mesures restrictives de cette sorte sont limitées, comme le premier ministre Peterson l'a fait remarquer avec raison, à mon avis, la richesse nationale augmente. Ce que nous essayons de faire, c'est de créer un grand marché qui attirerait les compétences, la technologie et le savoir-faire canadiens de façon à accroître la richesse et les emplois au Canada. Toutefois, les paliers de gouvernement ont-ils explicitement discuté et résolu cette question? Je pense que non. Y a-t-il matière à discussion avec les premiers ministres? Absolument, et nous allons résoudre la question, du moins nous l'espérons, d'une manière permanente, tandis que nous poursuivrons une série de consultations intensives avec les premiers ministres du Canada.

**Des voix:** Bravo!

**M. Tobin:** Monsieur le Président, le premier ministre nous a donné une réponse franche, et je lui en suis reconnaissant, parce qu'il nous a confirmé qu'on n'a pas conclu d'accord avec les gouvernements provinciaux pour mettre en oeuvre cette politique de traitement national.

## LA POSITION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

**M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe):** Monsieur le Président, étant donné que le premier ministre a admis que le mandat qu'il a proposé hier soir n'a pas été accepté par les gouvernements provinciaux, va-t-il nous dire maintenant s'il donnera l'ordre aux négociateurs de ne pas préconiser la politique de traitement national dont il a parlé hier soir, tant qu'il n'aura pas obtenu le feu vert des provinces et qu'elles ne seront pas disposées à appliquer leur politique d'approvisionnement aux entrepreneurs américains? Il ne s'agit pas du commerce de briques entre l'Ontario et le Québec mais bien entre les États-Unis et le Québec. C'est ce dont nous parlons.